

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je suppose que le député veut parler du rapport Levy que mes fonctionnaires ont lu et analysé il y a quelques semaines. M. Levy est l'un des grands spécialistes mondiaux des questions pétrolières et il mérite qu'on le lise avec beaucoup d'attention. Je puis dire qu'en général mes spécialistes sont plus optimistes que lui.

Nos exportations vers les États-Unis ont considérablement augmenté. De 317,000 barils par jour en moyenne en 1965, elles atteignaient 379,000 barils par jour en moyenne en 1966. Il s'agit d'une hausse sensible. Toutefois, je puis fournir au député l'assurance que le gouvernement, de concert avec l'industrie, tente toujours actuellement de multiplier ces débouchés.

L'hon. M. Harkness: J'ai demandé en particulier si le ministre et ses fonctionnaires avaient consulté des représentants de l'industrie du pétrole au sujet des mesures qui pourraient être prises, et surtout si l'on avait pris des dispositions concernant la construction d'un pipe-line jusqu'au marché de Chicago?

L'hon. M. Pepin: De nombreuses consultations ont eu lieu au sujet de l'affaire mentionnée par le député.

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): Depuis quelques heures, le bruit court, conformément aux questions qui ont été posées, que l'industrie du pétrole brut est exploitée à moins d'un tiers de sa capacité. Y a-t-il un programme complet aux États-Unis pour la vente de ce produit?

L'hon. M. Pepin: Un programme complet?

M. Winkler: Du gouvernement canadien?

L'hon. M. Pepin: Le gouvernement précédent a élaboré la politique il y a six ans, et elle a progressé depuis. Le gouvernement canadien, avec l'approbation pleine et entière de l'industrie canadienne, a amplifié constamment le programme ces dernières années. L'année dernière, notre rendement de l'industrie pétrolière canadienne a dépassé un million de barils par jour, et les exportations de 1966 ont dépassé en moyenne de 18 p. 100 celles de 1965. D'après moi, il serait déplacé de parler de cette industrie autrement qu'avec enthousiasme.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Vu les importantes réponses fournies par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et vu les entretiens que j'ai

[L'hon. M. Harkness.]

eus avec le premier ministre avant l'ouverture de la séance, le premier ministre serait-il disposé à ce que, soit le ministre du Commerce, soit le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, fasse une déclaration sur cette question importante et qu'il indique l'attitude et la politique du gouvernement?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je vais m'empresse de conférer avec le ministre du Commerce et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qui sont les deux ministres que le sujet intéresse le plus, pour savoir à quel moment pareille déclaration pourrait se faire.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): A titre de question complémentaire, je voudrais demander au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources si ses fonctionnaires ont étudié les possibilités de prolonger le pipe-line jusque dans la région de Montréal, et si on pourra prendre connaissance de cette étude? En outre, j'aimerais savoir si le gouvernement a quelque programme à annoncer par suite de cette étude, à supposer qu'elle ait été faite?

L'hon. M. Pepin: L'Office national de l'énergie étudie continuellement la situation et, le député le sait, ce sujet est également discuté dans le rapport Levy. L'industrie l'étudie aussi, mais l'opinion générale présentement semble être que des exportations accrues aux États-Unis sont plus souhaitables que la construction d'un oléoduc vers la région de Montréal. Nos efforts se concentrent donc maintenant sur l'accroissement de nos exportations vers les États-Unis.

L'hon. E. D. Fulton (Kamloops): J'aimerais demander au premier ministre si, à la lumière des nouvelles grandes découvertes de pétrole au Canada et compte tenu des réserves confirmées, le gouvernement canadien a entamé des pourparlers avec le gouvernement des États-Unis pour obtenir une hausse du contingent alloué aux réserves canadiennes reconvenues quant aux débouchés nord-américains de pétrole.

L'hon. M. Pepin: Le Canada bénéficie aux États-Unis de ce qu'on appelle des exemptions concernant le transport par voie de terre. Elles sont fixées chaque année, et c'est ce à quoi s'emploient actuellement le Canada et les États-Unis.

L'hon. M. Fulton: Dois-je comprendre que des discussions pertinentes sont présentement en cours entre les deux pays?

L'hon. M. Pepin: Oui.